



**Convention constitutive de groupement de commandes
pour la réalisation de Plans d'Amélioration des Pratiques
Phytoprotectrices et Horticoles
entre Montpellier Méditerranée Métropole et les
communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues,
Grabels, Juvignac, Laverune, Murviel-lès-Montpellier,
Pignan, Saint Georges d'Orques, Saussan**

**ayant pour coordonnateur
Montpellier Méditerranée Métropole**

Entre les soussignés :

- Montpellier Méditerranée Métropole,

représentée par sa Vice-Présidente déléguée, Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, dûment habilitée à signer les présentes en vertu de la délibération du Conseil de Métropole en date du 29/03/18, et désignée ci-après par 3M et

- La commune de Cournonsec,

représentée par son Maire, Madame ILLAIRE Régine, dûment habilitée à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 15/02/18 et désignée dans ce qui suit par « la commune de Cournonsec », et

- La commune de Cournonterral,

représentée par son Maire, Monsieur BREYSSE Thierry, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 15/03/18 et désignée dans ce qui suit par « la commune de Cournonterral », et

- La commune de Fabrègues,

représentée par son Maire, Monsieur MARTINIER Jacques, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 10/04/18 et désignée dans ce qui suit par « la commune de Fabrègues », et

- La commune de Grabels,

représentée par son Maire, Monsieur REVOL René, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 26/03/18 et désignée dans ce qui suit par « la commune de Grabels », et

- La commune de Juvignac,

représentée par son Maire, Monsieur SAVY Jean-Luc, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 09/04/18 et désignée dans ce qui suit par « la commune de Juvignac », et

- La commune de Lavérune,

représentée par son Maire, Monsieur CAIZERGUES Roger, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 07/02/18 et désignée dans ce qui suit par « la commune de Lavérune », et

- La commune de Murviel-lès-Montpellier,

représentée par son Maire, Madame TOUZARD Isabelle, dûment habilitée à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 29/03/18 et désignée dans ce qui suit par « la commune de Murviel-lès-Montpellier », et

- La commune de Pignan,

représentée par son Maire, Madame CASSAR Michèle, dûment habilitée à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 05/04/18 et désignée dans ce qui suit par « la commune de Pignan », et

- La commune de Saint Georges d'Orques,

représentée par son Maire, Monsieur AUDRIN Jean-François, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 26/02/18 et désignée dans ce qui suit par « la commune de Saint Georges d'Orques », et

- La commune de Saussan,

représentée par son Maire, Monsieur VERA Joël, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 08/02/18 et désignée dans ce qui suit par « la commune de Saussan ».

Version projet

Il est convenu ce qui suit :

Preamble

Dans le cadre de la démarche de reconquête de la qualité des eaux des captages du Flès situés à Villeneuve-lès-Maguelone, Montpellier Méditerranée Métropole (3M) met en œuvre un programme d'actions à l'échelle de l'aire d'alimentation des captages (AAC). Cette zone s'étend sur 7000 ha et constitue un triangle entre Grabels, Cournonterral et Villeneuve-lès-Maguelone.

Le programme définit des actions visant la réduction des pressions polluantes sur les zones agricoles mais aussi non agricoles (espaces publics et privés).

Le volet non agricole prévoit l'accompagnement des communes de l'AAC dans la mise en place d'un Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) sur les espaces publics pour y supprimer progressivement et de façon durable l'usage de produits phytosanitaires. Il s'agit également de respecter l'application de la loi de transition énergétique du 18 août 2015 qui interdit l'usage de produits phytosanitaires dans l'ensemble des espaces publics depuis le 1er janvier 2017.

La Métropole, concernée à double titre par cette problématique, d'une part en tant qu'autorité organisatrice du service de l'eau potable et d'autre part en tant que gestionnaire de l'espace public (voirie et espaces verts associés) depuis le 1er janvier 2016, propose de lancer une étude pour réaliser un PAPPH sur les espaces publics dont elle a la gestion, et des PAPPH communaux sur les espaces dont la gestion reste communale, à l'échelle des pôles territoriaux concernés par l'AAC, à savoir Plaine Ouest et Piémonts Garrigues.

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser la dépense publique, il a été décidé d'avoir recours à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais de la présente convention constitutive de groupement de commandes.

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Les mots ci-dessous auront la signification suivante :

« PAPPH » signifie PLAN D'AMELIORATION DES PRATIQUES PHYTOSANITAIRES ET HORTICOLES

« 3M » signifie MONTPELLIER MEDITERRANNE METROPOLE

« FEDER » signifie Fond Européen de Développement Régional

« Partie(s) » signifie indifféremment les communes et la Métropole.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes, ci-après désigné « le groupement », en application du décret 216-360 du 27 mars 2016 et l'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics, en vue de la passation d'un marché relatif à des études PAPPH au terme d'une procédure commune de passation et d'attribution du marché public lancée pour le compte des membres du groupement.

La présente convention organise la définition des modalités de fonctionnement du groupement de commandes ainsi constitué, en application du décret 216-360 du 27 mars 2016 et l'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics

L'étendue du groupement issu de la présente convention est celle prévue dans le décret 216-360 du 27 mars 2016 et l'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics : le coordonnateur assurera la passation, l'attribution du marché pour le compte de l'ensemble des membres du groupement, mais également la notification, la signature du marché et assurera l'exécution du marché pour le compte de l'ensemble des membres du groupement.

ARTICLE 3 – MEMBRES DU GROUPEMENT

Les membres du groupement sont 3M et les communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Juvignac, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques et Saussan.

ARTICLE 4 – CONTENU DE L'ETUDE – DELAIS

3M s'engage à lancer l'étude dans les plus brefs délais, en accord avec chaque commune membre du groupement.

Le contenu de l'étude est le suivant :

Réalisation de PAPPH sur les espaces publics communaux et métropolitains, situés dans le périmètre des communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Juvignac, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques et Saussan.

Le détail du cahier des charges retenu par chaque partie se trouve en annexe de la convention. L'étude sera confiée à un bureau d'étude ou groupement de bureau d'études compétent.

Le délai maximum pour la réalisation de cette étude est de 26 mois.

ARTICLE 5 – FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT

5.1 : Désignation et mission du coordonnateur du groupement

3M est désignée par l'ensemble de ses membres en qualité de coordonnateur du groupement en application du décret 216-360 du 27 mars 2016 et l'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics.

Le coordonnateur sera chargé à ce titre de procéder à l'ensemble de la procédure de mise en concurrence dans le respect du décret 216-360 du 27 mars 2016 et l'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics et de désigner l'attributaire du marché.

Plus précisément, 3M, en tant que coordonnateur, est chargée de procéder, dans le respect des règles prévues par le décret 216-360 du 27 mars 2016 et l'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants (élaboration de l'avis d'appel public, à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement, CCAP, CCTP, pièces financières, publication de l'avis d'appel public à la concurrence, réception des plis, analyse des offres.....).

Après l'attribution du marché, le coordonnateur du groupement pourra au nom de l'ensemble du groupement, signer, notifier et exécuter le marché passé conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres du groupement.

A ce titre, l'exécution technique et financière du marché relève de la compétence du coordonnateur du groupement.

3M se chargera également de solliciter les aides financières et de constituer les dossiers de demandes d'aides auprès de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse et de la Région Occitanie-Pyrénées-Méditerranée, autorité de gestion du Feder.

Le coordonnateur s'assurera enfin de la constitution d'un comité de pilotage. Il sera composé, à minima, d'un élu de chaque partie, des responsables des pôles territoriaux Plaine Ouest et Piémonts et Garrigues, d'un représentant de la direction de l'eau et de l'assainissement de 3M, de la Région Occitanie-Pyrénées-Méditerranée et de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

5.2 : Obligations des membres du groupement

Les obligations des communes membres du groupement sont les suivantes :

- S'engager à signaler au coordonnateur tout problème survenant dans l'exécution des marchés, et à lui communiquer toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution des marchés,
- Permettre au prestataire de recueillir les données nécessaires au bon déroulement de l'étude (entretien avec les élus référents, accompagnement des agents techniques sur le terrain),
- Etre représentée aux comités de pilotage et aux groupes de travail prévus dans le cahier des charges et nécessaires au bon déroulement de l'étude,
- Les comités de suivi techniques devront être constitués à minima d'un représentant de chaque partie.

5.3 : Commission d'appel d'offres du groupement

La Commission d'appel d'offres de 3M est reconnue compétente pour procéder à la désignation du titulaire du marché.

Le Président de la Commission d'appel d'offres, peut désigner des personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Celles-ci sont convoquées et peuvent participer, avec voix consultatives, aux réunions de la commission.

5.4 : Adhésion et retrait du groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante. Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Chaque membre du groupement ne conserve la faculté de se retirer du groupement qu'avant la publication de l'avis d'appel public à la concurrence. Chaque membre du groupement sera autorisé à quitter ledit groupement sur un simple courrier signé par le maire de la Commune ou le représentant de la Collectivité. 3M, en tant que coordinateur du groupement, sera chargé d'en informer les autres membres du groupement.

Le retrait d'un ou plusieurs membres ne rend pas caduque la présente convention.

5.5 : Dispositions financières

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais de publicité, de procédure et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incombent au coordonnateur désigné, soit en l'espèce à 3M.

ARTICLE 6 – SUBVENTIONS RELATIVES A L'ETUDE

Cette étude est éligible à une aide publique totale de 80% qui sera sollicitée auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et de la Région Occitanie-Pyrénées-Méditerranée.

Les aides financières seront directement attribuées à 3M.

ARTICLE 7 – CALCUL DE LA PART DUE PAR CHAQUE MEMBRE DU GROUPEMENT

7.1 : Le marché sera conclu à prix global et forfaitaire.

7.2 : Pour chaque PAPP, la prise en charge du financement des 20% restant après déduction des aides publiques se fera selon la répartition suivante :

- 50% du montant de l'étude pour 3M,
- 50% du montant de l'étude pour la commune concernée.

La prestation complémentaire sera intégralement prise en charge par 3M.

7.3 : Il est précisé qu'en cas de survenance de sujétions techniques imprévues, au sens de la jurisprudence administrative, la réévaluation à la hausse de la présente participation de chaque commune correspondra au surcoût constaté sans pouvoir dépasser le plafonnement initialement prévu, à savoir :

- pour les communes Murviel-lès-Montpellier et Saussan : 900 €HT,
- pour les communes Cournonsec et Lavérune : 1100 €HT,
- pour les communes Saint Georges d'Orques et Cournonterral : 1400 €HT
- pour les communes Grabels, Juvignac, Fabrègues, Pignan : 1550 €HT

ARTICLE 8 – PAIEMENTS

Le paiement des sommes dues par chaque commune à 3M au titre de la réalisation de l'étude décrite à l'article 4, interviendra sur présentation de titres de recette émis par le coordonnateur, suivant l'échéancier suivant :

→ 100% à l'exécution complète du marché.

Les règlements des sommes dues interviendront dans un délai maximum de 30 jours après réception des titres de recette correspondants.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à l'exécution complète du marché, périodes de reconduction comprises.

ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DE LA PRESENTE CONVENTION

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commandes, bénéficiant de l'accord de la majorité des 2/3 des membres du groupement, prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

ARTICLE 11 – RESILIATION DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention est résiliée par décision du coordonnateur, après accord de la majorité des 2/3 des membres du groupement. Elle sera ensuite notifiée à l'ensemble des membres du groupement.

ARTICLE 12 – LITIGES

Dans le cas d'une réclamation, d'un différend ou d'une controverse pouvant naître de la présente convention ou d'événements non prévus, chacune des parties accepte que tout litige soit réglé par voie amiable. Au cas où aucun accord ne pourrait être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 13 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du Convention, les parties déclarent faire élection de domicile à l'adresse suivante, où seront faites toutes les notifications :

Montpellier Méditerranée Métropole, domiciliée 50 place Zeus, CS 39556 – 34961 Montpellier Cedex 2.

La commune de Cournonsec, domiciliée 34 Rue du Jeu de Tambourin, 34660 Cournonsec

La commune de Cournonterral, domiciliée 12 Avenue Armand Daney, 34660 Cournonterral

La commune de Fabrègues, domiciliée 8 Rue Paul Doumer, 34690 Fabrègues

La commune de Grabels, domiciliée 1 Place Jean Jaurès, 34790 Grabels

La commune de Juvignac, domiciliée 997 Les allées de l'Europe, 34990 Juvignac

La commune de Lavérune, domiciliée Boulevard de la Mairie, 34880 Lavérune

La commune de Murviel-lès-Montpellier, domiciliée 5 Rue Des Lavoires, 34570 Murviel-lès-Montpellier

La commune de Pignan, domiciliée Place de l'Hôtel de Ville, 34570 Pignan

La commune de Saint Georges d'Orques, domiciliée 4 Avenue de Montpellier, 34680 Saint-Georges d'Orques

La commune de Saussan, domiciliée 1 Rue de la Mairie, 34570 Saussan

Fait à : Montpellier, le xxxx

en 11 exemplaires.

Version projet

Pour 3M
La Vice-présidente déléguée,

Pour la commune de Cournonsec
Le Maire,

Madame GALABRUN-BOULBES

Madame ILLAIRE

Pour la commune de Cournonterral,
Le Maire

Pour la commune de Fabrègues,
Le Maire

Monsieur BREYSSE,

Monsieur MARTINIER,

Pour la commune de Grabels,
Le Maire,

Pour la commune de Juvignac,
Le Maire,

Monsieur REVOL

Monsieur SAVY,

Pour la commune de Lavérune,
Le Maire,

Pour la commune de Murviel-lès-Montpellier,
Le Maire,

Monsieur CAIZERGUES,

Madame TOUZARD

Pour la commune de Pignan,
Le Maire,

Pour la commune de Saint Georges d'Orques,
Le Maire,

Madame CASSAR,

Monsieur AUDRIN,

Pour la commune de Saussan,
Le Maire,

Monsieur VERA,